

# Chambre des Représentants

---

SÉANCE DU 8 MARS 1928.

---

**Projet de loi incorporant au territoire de la ville de Nieuport certaines parties des communes d'Oostduinkerke, Lombartzyde, Westende, Saint-Georges et Ramscapelle (1).**

---

## RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. BOENS.

---

MESSIEURS,

La Commission que vous avez chargée de l'examen du projet de loi relatif à l'extension de la ville de Nieuport par l'incorporation de certaines parties des communes d'Oostduinkerke, Lombartzyde, Westende, Saint-Georges et Ramscapelle a étudié avec attention et impartialité les considérations exprimées dans l'Exposé des motifs par M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène au nom du Gouvernement.

Votre Commission peut donc se rallier au projet de loi.

Après certaines objections contre l'extension de la ville de Nieuport par l'annexion de parcelles des communes limitrophes, le projet de loi fut adopté.

La question de savoir sous quelles formes seraient fixées les indemnités à payer par la ville de Nieuport aux communes démembrées semblait avoir une certaine importance. Une des communes intéressées était d'avis que l'article unique du projet présenté devait être modifié en ce sens que la ville de Nieuport payerait aux communes démembrées, en raison des territoires incorporés, des indemnités à fixer, à défaut d'entente entre les parties, d'après la situation réelle des parcelles annexées, à la date de la mise en vigueur de la loi. Ce souci était né de la crainte de subir des préjudices du fait que les communes du front sont actuellement encore en grande partie en ruines.

Mais un examen plus attentif de l'article unique prouve qu'il n'y a pas lieu de le modifier, les indemnités à payer aux communes lésées, à défaut d'entente entre les parties — tel est ici le cas — peuvent être fixées conformément aux dispositions de l'article 151 de la loi communale. Il n'est certes pas inutile de nous arrêter un instant à la procédure suivie en matière de modifications des limites séparatives de communes.

---

(1) Projet de loi, n° 281 (1926-1927).

(2) La Commission présidée par M. Buyl, était composée de MM. Boens, Brusselmans, Buyl, Dierkens, Goetgebuer, Van Ackere (Achille) et Standaert.

Il importe qu'on examine avant tout si les ressources de la commune démembrée ne sont pas atteintes par suite de la perte d'une partie de son territoire. Il arrive qu'au cours de l'examen d'un projet de modification de territoire un accord intervient entre les communes au sujet de l'indemnité qui sera accordée à la commune lésée ou que les autorités provinciales elles-mêmes indiquent au Gouvernement le taux de l'indemnité à payer à la commune qui perd une partie de son territoire.

Dans les deux hypothèses l'indemnité est fixée, en règle générale, en tenant compte du montant total des impôts perçus dans la partie dont la cession est demandée, et des dépenses qui y étaient nécessaires. Le taux annuel de la différence capitalisée (dans la plupart des cas au 30<sup>me</sup> denier) représente l'indemnité forfaitaire à payer.

Toutefois, comme il est généralement difficile de mettre les parties d'accord quand il s'agit de modifications aux frontières communales, la loi se borne, dans la plupart des cas, à prévoir dans son texte le principe de l'indemnité, laissant à la procédure prévue à l'article 151 de la loi communale le soin de fixer le taux de l'indemnité.

C'est ce qui arrive dans le cas qui nous occupe.

Les autorités intéressées sont requises de se mettre en rapport pour arrêter le montant de l'indemnité. Si un accord n'intervient pas, la Députation permanente désigne trois commissaires pour résoudre le conflit sauf son approbation.

Lorsque l'une des parties refuse de se rallier à la décision prise par la Députation permanente, elle peut faire appel au Roi qui décide en dernier ressort.

En vue de fixer le montant de l'indemnité à payer, les commissaires établissent la différence entre les recettes annuelles (impôts généraux de toutes sortes, fonds communaux) et les dépenses annuelles (voirie, éclairage, bienfaisance et enseignement) se rapportant à la partie du territoire de la commune qui doit être détachée. Cette différence, qui représente la perte annuelle à subir par la commune dont on réduit le territoire, est transformée par voie de capitalisation, en une indemnité forfaitaire, payable en une fois.

Des circonstances locales, résultant de dettes ou de propriétés de la commune, ou de travaux extraordinaires entrepris dans la partie annexée de la commune, peuvent influencer la fixation de l'indemnité. Ceci veut dire, qu'en tout cas, la question de l'indemnité doit faire l'objet d'une enquête spéciale et que la désignation de commissaires chargés d'examiner la question de l'indemnité, sous tous ses aspects, est, en réalité, le meilleur moyen d'assurer, dans des conditions équitables, le démembrement d'une commune.

Le texte de l'article unique du projet de loi peut donc être adopté sans modification aucune.

Les indemnités fixées conformément à l'article 151 de la loi communale seront, d'après la Commission, allouées en toute équité, puisque les communes intéressées ont à leur disposition tous les éléments nécessaires pour renseigner et éclairer les commissaires éventuellement désignés.

Si les communes que le cas concerne, ont sur leur territoire encore beaucoup de ruines — ce qui diminue les sources de revenus — il faudra tenir compte du fait.

Votre Commission estime que si la procédure, mentionnée plus haut, est admise par les parties intéressées, aucune commune ne pourra être lésée lors de la fixation des indemnités dues en cas de cession d'une partie du territoire.

Plus de quarante ans se sont écoulés depuis que la ville de Nieuport demanda à l'autorité supérieure l'extension des limites de son territoire.

Il résulte des discussions au conseil communal de Nieuport, et au conseil provincial de la Flandre occidentale, que cette ville est étouffée par l'étroitesse de ses limites. Lorsque ses habitants veulent établir une industrie quelconque, ils sont forcés de s'établir sur le territoire d'une des localités environnantes.

Une partie importante des installations maritimes se trouve sur le territoire d'Oostduinkerke et de Lombartzyde; la gare fut construite sur le territoire d'Oostduinkerke et le cimetière est établi sur celui de Saint-Georges.

La thèse de la ville de Nieuport est basée sur ces faits et sur les considérations suivantes :

« Après la guerre, la nécessité de l'extension du territoire de Nieuport apparut à nouveau et le conseil communal fit un nouvel effort dans ce sens. D'autre part, si le port prend une nouvelle extension (ce qu'il faut souhaiter non seulement pour Nieuport mais aussi pour la Belgique), on se trouvera devant la nécessité administrative de réunir en un seul et même point du territoire, l'ensemble des installations maritimes, c'est-à-dire l'entrée du port, le phare, le service de sauvetage et d'autres installations ou services se rapportant au port.

» Pour ces motifs, la ville de Nieuport demande la cession d'une bande de territoire d'une largeur d'un kilomètre, le long des deux rives du chenal, de la mer à la ville proprement dite; elle demande de même que son territoire obtienne une extension d'un kilomètre derrière les écluses de l'arrière-port et autour de la nouvelle station, construite sur le territoire d'Oostduinkerke. » (Compte rendu de la séance du conseil communal de Nieuport tenue le 2 mai 1924.)

La question fit l'objet de longues discussions et de nombreux échanges de vues.

Les communes intéressées protestent contre l'abandon de certaines parcelles de leur territoire à la ville de Nieuport. Il n'y a donc pas d'accord, et l'opposition la plus vive est faite par l'administration communale d'Oostduinkerke, qui se voit privée, aux termes du présent projet de loi, de la partie importante de son territoire formée par Nieuport-Bains. Une contre-proposition a été présentée par la commune d'Oostduinkerke abandonnant seulement 300 à 400 mètres de terrain le long du chenal, côté ouest, jusqu'à la chaussée allant de Nieuport-Ville à Nieuport-Bains.

Si votre Commission s'était ralliée à cette contre-proposition, le territoire de Nieuport-Bains aurait été coupé en deux parties, ce qui n'est pas souhaitable comme il est exposé par le Gouvernement dans son projet de loi.

Les motifs qui luttent en faveur d'une extension de la ville de Nieuport peuvent se résumer comme suit :

1° Le régime du port de Nieuport (le seul port naturel du pays), doit être unifié, la ville n'ayant aucun droit de police sur le chenal reliant le bassin à la mer ;

2° L'exploitation de Nieuport-Bains sera intensifiée, puisque l'existence même de Nieuport en dépend ;

3° Par l'extension de son territoire la ville de Nieuport aurait un avenir plus assuré, tandis qu'à présent elle étouffe dans ses limites trop étroites (20 hect. 66 ares 80 centiares pour une population de 4,622 habitants);

4° Les habitants de Nieuport pourront construire sur leur propre territoire les établissements industriels et commerciaux qu'ils sont obligés de construire maintenant aux limites habitées de la ville et sur le territoire d'autres communes.

La commune d'Oostduinkerke invoque le droit acquis et la perte de ressources qui résultera à son préjudice du démembrement. La ville de Nieuport était jadis une forteresse au bord de la mer. Ses limites ne furent jamais modifiées. La terre entre la ville et la mer s'élargissait et était annexée à la commune d'Oostduinkerke. Si la ville de Nieuport avait réclaté jadis les dunes, la question serait sans doute résolue depuis longtemps.

Ce sont les nécessités de son existence interne qui pousse la ville de Nieuport à exiger plus d'air et de lumière au delà de ses limites. La commune d'Oostduinkerke possèdera toujours trois plages : Groenendijk, Oostduinkerke-Bains et Duinpark. D'autre part, la commune d'Oostduinkerke, ainsi que les autres communes seront largement dédommagées par les indemnités qui leur seront payées.

Un exemple suffira pour montrer combien la situation actuelle laisse à désirer :

Les quais du bassin de Nieuport et les entrepôts y adjacents se trouvent sur le territoire d'Oostduinkerke. Il en résulte qu'en cet endroit on ne peut travailler aux bateaux de mer avant 8 heures et après 5 heures, le bassin se trouvant en dehors du contrôle douanier.

Pour le même motif, d'après les prescriptions de la loi, il n'est pas permis d'établir un entrepôt public pour le bois et les marchandises. Cette situation cause inévitablement de graves préjudices au commerce local.

Il faut que le port de Nieuport soit agrandi.

La statistique suivante montre combien le mouvement du port s'est accru :

| ANNÉES                                            | Bateaux | Tonnes     |
|---------------------------------------------------|---------|------------|
| 1913 (année record de la période d'avant-guerre). | 214     | 50,144.94  |
| 1921 . . . . .                                    | 8       | 1,886.05   |
| 1922 . . . . .                                    | 54      | 12,223.38  |
| 1923 . . . . .                                    | 148     | 26,243.10  |
| 1924 . . . . .                                    | 322     | 50,022.35  |
| 1925 . . . . .                                    | 414     | 76,294.67  |
| 1926 . . . . .                                    | 619     | 114,954.50 |
| 1927 (jusqu'au 31 octobre) . . . . .              | 514     | 89,022.00  |

L'accord conclu entre le Gouvernement et la ville de Nieuport, au 30 juin 1913, a montré que le Gouvernement lui-même a reconnu la nécessité d'améliorer le port de Nieuport :

### Convention entre l'Etat et la ville de Nieuport.

Entre M. Georges BELLEFURTE, *Ministre de l'Agriculture et des Travaux Publics* et M. Michel LEVY, *Ministre des Finances*, d'une part.

Le Collège des Bourgmestre et Échevins de la ville de Nieuport, agissant au nom de celle-ci en exécution d'une décision du Conseil communal en date du

16 mai 1913 et sous réserve de l'approbation de l'autorité supérieure, d'autre part,

A été conclue la convention ci-après :

Vu la Convention du 21/31 mai 1895 ratifiée par l'article 3 de la loi du 11 septembre 1895;

Considérant que les nécessités du commerce maritime à Nieuport rendent nécessaires l'amélioration et l'extension des installations maritimes existantes, par l'exécution d'une série de travaux favorisant en même temps l'industrie de la pêche et facilitant l'écoulement des eaux intérieures;

ARTICLE PREMIER. — Seront exécutés par l'État :

Une deuxième tête d'écluse dans le chenal du bassin à flot actuel; l'écluse aura une longueur utilisable de 150 mètres; le seuil de la tête d'écluse sera construit à la hauteur 4<sup>m</sup>30.

Un débarcadère de 35 mètres de longueur dans le chenal de la nouvelle écluse le long de la rive ouest et relié avec celle-ci par un pont-route;

L'État prolongera le quai en béton armé actuellement existant dans le bassin à flot précité sur une longueur de 226 mètres en aval et sur une longueur de 44 mètres en amont.

La partie de l'ancien chenal, devenant inutile pour l'écoulement des eaux intérieures, sera incorporée au bassin à flot; par suite, celui-ci s'étendra jusqu'aux confins de la ville.

Le dit bassin sera mis en communication avec l'arrière-port au moyen d'une écluse de 45 mètres de longueur utilisable et 6 mètres de largeur utilisable, à construire également par l'État.

L'État construira sur cette écluse un pont mobile en vue d'assurer les communications entre la ville et les terrains situés entre le bassin à flot et le canal de dérivation (celui-ci à creuser pour l'écoulement des eaux intérieures).

ART. 2. — Tous les travaux énumérés au précédent article seront exécutés par les soins de l'État et aux frais du Trésor public. A partir de l'achèvement des nouvelles installations mentionnées ci-dessus, l'État exploitera le bassin à flot avec ses dépendances et percevra au profit du Trésor les droits et taxes dont les bases seront fixées par arrêté royal, après l'adoption par le législateur de la convention, et cela jusqu'au moment où le mouvement du port de Nieuport (importation et exportation) aura atteint un tonnage total de 600,000 tonnes Moorson.

Dès ce moment le bassin à flot avec ses dépendances, l'écluse de mer, le chenal d'accès, de même que l'écluse pour la batellerie intérieure deviendront la propriété de la ville de Nieuport qui se chargera de l'entretien et de l'exploitation; elle percevra également, pour son propre compte, les droits et autres taxes afférents à l'usage du bassin.

Mais ces taxes devront être approuvées par le Gouvernement. Le procès-verbal de cession sera dressé par un fonctionnaire de l'administration des Ponts et Chaussées, de concert avec un délégué du Conseil communal de Nieuport. Ce procès-verbal entrera en vigueur endéans les trois premiers mois de l'année suivant celle pendant laquelle le tonnage de 600,000 sera atteint.

ART. 3. — La ville de Nieuport ristournera à l'État, en trente annuités égales, la somme de toutes les dépenses résultant de la création du bassin à flots

et de ses dépendances. Cette somme qui est évaluée approximativement à 3,500,000 francs, y compris une somme de 1,705,000 francs, fixée à l'article 3 de la Convention des 21/31 mai 1895, sera définitivement arrêtée après l'achèvement des travaux; ce capital portera un intérêt de 3 % en faveur de l'État, dès le moment où la ville prénommée percevra pour son compte les droits et taxes susdits.

La première annuité sera versée par la Ville à la fin de l'année de la date de la signature du procès-verbal de cession, mentionné à l'article 2 ci-dessus.

Ar. 4. — La présente Convention complète et modifie celle des 21/31 mai 1895, approuvée par la loi du 11 septembre 1895.

Art. 5. — Les frais des présents documents seront à charge de l'État; ces documents seront exempts des frais d'enregistrement.

Fait en double à Bruxelles, le 30 juin 1913 et, à Nieupoort, le 30 mai 1913.

*Le Ministre des Finances,*

M. LEVIE.

*Le Ministre de l'Agriculture et des Travaux publics,*

HELLEPUTTE.

Au nom du Collège :

*Le Secrétaire,*

TH. DOBBELAERE.

*Le Bourgmestre,*

J. SNAUWAERT.

*Convention approuvée par l'article premier, 8°, de la loi du 25 mai 1914 (Moniteur du 30 mai, n° 150).*

\* .

Ce qu'il y a de remarquable c'est de constater qu'une partie des travaux à exécuter, notamment ceux du canal de dérivation, devraient se faire sur le territoire qui jusqu'à présent n'appartient pas à la ville de Nieupoort.

\* .

Les parties de territoire à céder par les différentes communes comprennent environ 800 hectares et 600 habitants approximativement.

Oostduinkerke comptait avant la guerre 2,400 habitants sur une superficie de 2,224 hectares.

A ce propos nous lisons dans le rapport que le Conseil provincial de la West-Flandre a adopté en sa séance du 22 juillet 1924, à peu près à l'unanimité, ce qui suit : « Le territoire à céder comprend également une partie de terrain situé au delà du canal de Nieupoort à Furnes, et dont les habitants, peu nombreux, il est vrai, doivent traverser la ville de Nieupoort ou la commune de Wulpen pour atteindre Oostduinkerke qui se trouve à une distance de 5 à 6 kilomètres. La prospérité Oostduinkerke ne dépend nullement de la possession de Nieupoort-Bains. Tous ceux qui ne sont point personnellement intéressés dans la question et veulent l'examiner sans parti pris, n'ayant en vue que l'intérêt

général, devront reconnaître que le plan tel qu'il nous est actuellement proposé, est juste et fondé et que sa réalisation est une chose souhaitable ».

Cette question qui est restée si longtemps pendante, doit recevoir enfin sa solution, qui sera un stimulant pour la prospérité d'une ville importante située au littoral dans une région qui fut ravagée par la guerre.

A plusieurs reprises d'ailleurs on a fait des efforts pour restaurer la ville de Nieuport.

Nous citons notamment la proposition de feu M. le sénateur Coppieters, Haut Commissaire Royal de la Côte, proposition qui consistait à réunir dans une seule agglomération urbaine les communes de Nieuport, d'Oostduinkerke, de Ramscapelle, de Wulpen-Saint-Georges, de Westende, de Mannekensvere et Lombaardzyde. C'était un projet de grande envergure, mais difficile à réaliser temporairement, espérons-nous.

Le projet du Gouvernement, au contraire, est plus limité, et il présente en plus cet avantage qu'il veut faire de la ville de Nieuport une localité viable.

C'est pourquoi votre Commission, les délégués des communes de Nieuport et d'Oostduinkerke entendus, a approuvé par 5 voix contre 1 le présent projet; elle exprime en même temps le vœu que la Chambre l'adopte à bref délai.

*Le Rapporteur,*

D. BOENS.

*Le Président,*

AB. BUYL.

---

(8)

# Kamer der Volksvertegenwoordigers.

---

VERGADERING VAN 8 MAART 1928.

---

Wetsontwerp houdende inlijving bij de stad Nieuwpoort van een gedeelte der gemeenten Oostduinkerke, Lombartzijde, Westende, Sint-Joris en Ramscapelle <sup>(1)</sup>.

---

## VERSLAG

NAMENS DE BIJZONDERE COMMISSIE <sup>(2)</sup> UITGEBRACHT  
DOOR DEN HEER **BOENS**.

---

MIJNE HEEREN,

De Commissie, door U aangesteld om het wetsontwerp te onderzoeken betreffende de uitbreiding van de stad Nieuwpoort door aanhechting van een gedeelte der gemeenten Oostduinkerke, Lombartzijde, Westende, Sint-Joris en Ramscapelle, heeft de beweegredenen daartoe in de Memorie van Toelichting wegens de Regeering door den heer Minister van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid aangehaald, met zorg en onpartijdigheid besproken.

Uwe Commissie kan zich dan ook bij het wetsontwerp aansluiten.

Na zekere bezwaren, geuit tegen de uitbreiding der stad Nieuwpoort door aanhechting van gronden der omliggende gemeenten, werd echter het wetsontwerp goedgekeurd.

Een kwestie van belang scheen de wijze waarop de vergoedingen door de stad Nieuwpoort aan de versnipperde gemeenten te betalen, zouden vastgesteld worden. Er werd namelijk door een der betrokkene gemeenten opgeworpen dat het éénig artikel van het voorgelegd wetsontwerp diende gewijzigd te worden in dien zin, dat de stad Nieuwpoort uit hoofde dezer inlijvingen, aan de versnipperde gemeenten vergoedingen zou betalen die, bij gebrek aan overeenstemming tusschen de partijen zouden worden vastgesteld volgens den werkelijken toestand der versnipperde gedeelten op den datum dat de wet van kracht wordt. Deze bekommerning sproot voort uit de vrees, daar de frontgemeenten nog in half verwoesten toestand verkeerend, benadeeld te worden. Bij nader onderzoek doet het zich echter voor, dat het éénig artikel geene wijziging dient te ondergaan, en dat de vergoedingen aan de versnipperde gemeenten, bij gebrek aan overeenstemming tusschen de partijen, zooals hier het geval is, overeenkomstig de

---

(1) Wetsontwerp, n<sup>o</sup> 281 (1926-1927).

(2) De Commissie, voorgezeten door den heer Buyl, bestond uit de heeren Boens, Brusselmans, Buyl, Dierkens, Goetgebuer, Van Ackere Ach., Standaert.

bepalingen van artikel 151 der gemeentewet vastgesteld kunnen worden. Het is zeker niet nutteloos even stil te staan bij de procedure welke wordt toegepast in geval van verandering van grenzen tusschen gemeenten.

Er dient natuurlijk eerst nagegaan of de versnipperde gemeente niet in hare bronnen van inkomsten zal geschaad worden wegens het verlies van een gedeelte van haar grondgebied.

Het gebeurt dat gedurende de instructie van het ontwerp tot wijziging van grondgebied een akkoord getroffen wordt tusschen de gemeenten betreffende het bedrag dat aan de versnipperde gemeente verleend zal worden, of dat de provinciale overheden zelf aan de Regeering het bedrag van de vergoeding aanduiden ten voordeele der gemeente die verlies van grondgebied ondergaat.

In deze twee veronderstellingen wordt over het algemeen de vergoeding vastgesteld, rekening houdende met het totaal der belastingen geïnd, door het gedeelte waarvan de aanhechting wordt gevraagd en der uitgaven die er noodzakelijk waren. Het jaarlijksch bedrag van het gekapitaliseerd verschil (in de meeste gevallen aan de 30<sup>ste</sup> penning) vertegenwoordigt de forfaitaire te betalen vergoeding.

Maar gezien het gewoonlijk moeilijk is de twee partijen tot akkoord te brengen bij verandering van grenzen, bepaalt de wet zich in de meeste gevallen het princip van de vergoeding te voorzien in haren tekst en aan de door het artikel 151 van de gemeentewet voorziene procedure de zorg over te laten het bedrag van de vergoeding vast te stellen. Dit is wat geschiedt in het geval dat ons bezighoudt.

De betrokkene overheden worden dan verzocht zich met elkander in verbinding te stellen om het bedrag vast te leggen. Indien er geen overeenkomst ontstaat, duidt de Bestendige Deputatie drie kommissarissen aan om het geschil te beslechten, onder hare goedkeuring.

Wanneer het besluit door de Bestendige Deputatie genomen niet de goedkeuring van een der partijen wegdraagt, kan deze een beroep op den Koning doen, die in laatste instantie beslist.

Om de vergoeding vast te stellen, maken de kommissarissen het verschil op tusschen de jaarlijksche ontvangsten (algemeene belastingen van allen aard, gemeentefondsen) en de jaarlijksche uitgaven (wegenissen, verlichting, weldadigheid en onderwijs) afhangende van de af te scheuren zone der gemeente. Dit verschil, dat het jaarlijks te ondergaan verlies door de versnipperde gemeente daarstelt is altijd bij middel van kapitalisatie overgebracht in een forfaitaire vergoeding, die in een maal te betalen is.

Lokale omstandigheden betreffende schulden en goederen van de gemeente alsook de buitengewone werken die zouden door het ingelijfde gedeelte uitgevoerd zijn, kunnen het bedrag van de te betalen vergoeding beïnvloeden. Dit wil zeggen, dat, in ieder geval, de kwestie van vergoeding het voorwerp van een bijzonder onderzoek moet zijn en dat de aanduiding van kommissarissen om de zaak der vergoeding in alle opzichten te onderzoeken nog het beste middel is om in rechtvaardige voorwaarden de versnippering van een gemeente te verzekeren.

De tekst van het eenig artikel van het wetsontwerp kan dus ongewijzigd aanvaard worden.

De vergoedingen vastgelegd in overeenstemming van artikel 151 der gemeentewet zullen, naar het oordeel der Commissie, — vermits de betrokkene gemeenten alle middelen hebben tot inlichting van de eventueel aangestelde kommissarissen — in volle rechtvaardigheid worden toegekend.

Zoo de gemeenten in het huidig geval nog veel puinhopen tellen, wat de bronnen van inkomsten vermindert, dan zal daar rekenschap moeten mede gehouden worden.

Uwe Commissie is van oordeel dat, indien de proceduur hooger beschreven door de betrokkene partijen aanvaard wordt, er geen enkele gemeente, bij de vaststelling der vergoedingen wegens versnippering van gronden, eenigszins zal benadeeld worden.

\*  
\*  
\*

Het is nu meer dan veertig jaren geleden dat de stad Nieuwpoort in aanzoek bij het Hooger Bestuur trad om de uitbreiding harer grenzen te bekomen.

Volgens beraadslagingen in den betrokkenen gemeenteraad en in den provincieraad van West-Vlaanderen, ligt de stad Nieuwpoort versmacht tusschen hare enge grenzen. Hare inwoners zijn verplicht, wanneer zij eene of andere nijverheid willen uitoefenen, zich op een naburig grondgebied te vestigen.

Een belangrijk gedeelte der haveninrichtingen is gelegen op grondgebied van Oostduinkerke en Lombartzijde; de statie werd gebouwd op het gebied van Oostduinkerke en het kerkhof ligt op dit van Sint-Joris.

De stelling van de stad Nieuwpoort berust dan ook op deze feiten en op volgende overweging :

« Na den oorlog is de noodzakelijkheid opnieuw stellig gebleken en werd er hiertoe door den gemeenteraad een nieuwe poging op touw gezet. Anderzijds, indien de haven ooit eenige uitbreiding neemt gelijk men het niet alleen voor Nieuwpoort maar zelfs voor België moet hopen, zal het eene bestuursnoodzakelijkheid worden het gezamenlijke der havenwerken, t. t. z. den ingang der haven, den vuurtoren, den reddingsdienst en andere werken of diensten, met de haven in verband, op een en hetzelfde grondgebied te bezitten.

» Om die redenen vraagt de stad Nieuwpoort 1 kilometer grondgebied langs beide kanten der havengeul, van aan de zee tot aan de stad, en op gelijke wijze eene uitbreiding van 1 kilometer grondgebied achter de sluizen der achterhaven en rond de nieuwe statie, die op Oostduinkerke gelegen is. » (Verslag, zitting van den gemeenteraad te Nieuwpoort van 2 Mei 1924.)

Langdurige beraadslagingen en gedachtenwisselingen hadden plaats over deze kwestie.

De verschillende gemeenten zien er tegen op gedeelten van hun grondgebied af te staan aan de stad Nieuwpoort.

Overeenstemming bestaat er dus niet, en de ernstigste tegenkanting komt voort van wege het bestuur van Oostduinkerke, dat door het huidige wetsontwerp, het belangrijk gedeelte, n. l. Nieuwpoort-Baden moet afstaan.

Een tegenvoorstel werd door de gemeente Oostduinkerke gedaan, waarbij slechts 300 tot 500 meters grond langs de westkant van de havengeul zou worden afgestaan, en dit tot aan den steenweg voerende van Nieuwpoort-Stad tot Nieuwpoort-Baden.

Indien uwe Commissie op dit tegenvoorstel had ingegaan zou het grondgebied van Nieuwpoort-Baden in twee worden gesplitst, wat in het geheel niet wenschelijk is, volgens het oordeel reeds uitgesproken door de Regeering in haar wetsontwerp.

De redenen waarom de stad Nieuwpoort dient uitgebreid te worden kunnen als volgt samengevat worden :

1° Het regiem van de haven van Nieuwpoort (de eenige natuurlijke haven van de kust) dient vereenzelvigd, daar de stad nu geen politietoezicht heeft over de havengeul zeewaarts de vlotkom;

2° De uitbating van Nieuwpoort-Baden zal met meer innerlijke kracht geschieden, vermits het bestaan zelf van Nieuwpoort er wordt aan verbonden;

3° De stad Nieuwpoort zal meer leefbaarheid bezitten, vermits meer grondgebied bezittend, daar waar ze nu versmacht ligt binnen te enge grenzen (204 hectaren, 66 aren, 86 centiaren voor een bevolking van 4,622 inwoners);

4° De mogelijkheid zal voor de burgers van Nieuwpoort bestaan om op eigen bodem handels- en nijverheidshuizen de stichten, die nu tegenaan de bewoonde grenzen van de stad aangebracht worden op vreemd grondgebied.

De gemeente Oostduinkerke beroept zich op het verworven recht en het verlies van inkomsten welke de versnippering van gronden zal veroorzaken ter haren nadeele.

De gronden tusschen de stad en de zee vulden zich aan en werden aldus aan de gemeente Oostduinkerke gehecht.

Had de stad Nieuwpoort vroeger aanspraak gemaakt op deze duingronden, dan zou de kwestie zeker sinds lang opgelost zijn.

Het is de noodzakelijkheid van innerlijk leven dat Nieuwpoort er toe dwong meer lucht en licht te vragen buiten hare grenzen.

De gemeente Oostduinkerke bezit dan toch nog drie badplaatsen : Groenedijk, Oostduinkerke-Baden en Duinpark. De vergoedingen zullen anderzijds Oostduinkerke ruimschoots vergelden, evenals de andere gemeenten.

Een voorbeeld maar om te bewijzen hoe verkeerd de huidige toestand nu is :

De kaaimuur van het vlotdok te Nieuwpoort en de daaraan palende stapelgronden zijn gelegen op het grondgebied Oostduinkerke. Om die reden mag er op gemelde plaats vóór 8 uur en na 5 uur niet gewerkt worden aan zeeschepen, daar de ligplaats buiten het toloverzicht valt.

Om dezelfde reden kan er daar, volgens de voorschriften der wet geene openbare stapelplaats voor hout of koopwaren toegestaan worden. Dit brengt ontegensprekelijk verliezen bij aan de plaatselijke handel.

De haven van Nieuwpoort dient uitgebreid te worden.

De hier volgende statistiek bewijst hoezeer de beweging in deze haven heeft toegenomen :

| JAREN                                         | Schepen | Ton        |
|-----------------------------------------------|---------|------------|
| 1913 (recordjaar der vóóroorlogsche periode). | 214     | 50,144.94  |
| 1921 . . . . .                                | 8       | 1,886.05   |
| 1922 . . . . .                                | 64      | 12,223.38  |
| 1923 . . . . .                                | 148     | 26,243.10  |
| 1924 . . . . .                                | 322     | 50,022.35  |
| 1925 . . . . .                                | 414     | 76,294.67  |
| 1926 . . . . .                                | 619     | 114,954.50 |
| 1927 (tot 31 October) . . . . .               | 514     | 89,022.00  |

Dat de Regeering zelf heeft ingezien dat aan de haven van Nieuwpoort uit-

breiding diende aangebracht te worden, stelt men vast in de overeenkomst welke tusschen de Regeering en de stad Nieuwpoort getroffen werd op 30 Juni 1913 :

**Overeenkomst tusschen den Staat en de stad Nieuwpoort.**

Tusschen Mijnheer **Joris Helleputte**, *Minister van Landbouw en Openbare Werken* en **Michel Levie**, *Minister van Financiën*, ter eene zijde,

Het College van Burgemeester en Schepenen der stad Nieuwpoort, handelend in dezer naam in uitvoering eener beraadslaging van den Gemeentenraad in datum van 16 Mei 1913 en onder voorbehoud van goedkeurig door de Hoogere Overheid is overeengekomen hetgeen volgt :

Gezien de overeenkomst van 21/31 Mei 1895, goedgekeurd door artikel 5 der wet van 11 September 1895;

Overwegende dat de noodwendigheid van de zeehandel te Nieuwpoort de verbetering en uitbreiding van de bestaande haveninstellingen vereischen door de uitvoering eener reeks werken die tevens de visschersnijverheid zullen bevoor- deelen en het aflossen der binnenwaters zullen vergemakkelijken ;

**ARTIKEL ÉÉN.** — Zullen gemaakt worden door den Staat :

Een tweede sashoofd in de geul der bestaande vlotkom ; het sas zal eene bruikbare lengte hebben van 150 meters ; de drempel van het sashoofd zal op het hoogtepunt 4<sup>m</sup>50 aangelegd worden.

Een steiger van 35 meters lengte in de geul der nieuwe sluis langs den westeroever en verbonden met dezelfde door eene loopbrug.

De Staat zal de kaai in gewapend beton bestaande in voornoemd vlotdok op eene lengte van 226 meters stroomafwaarts en op eene lengte van 44 meters stroomopwaarts verlengen.

Het deel der oude havengeul welk voor het aflossen der binnenwaters nutteloos wordt zal bij de vlotkom ingelijfd worden ; deze laatste zal zich dienvolgens tot vóór de stad uitstrekken.

Gezegde kom zal met de achterhaven in verbinding worden gesteld door middel van eene sluis van 45 meter bruikbare lengte en 6 meter dito breedte, insgelijks door den Staat te bouwen.

De Staat zal over deze sluis eene beweegbare brug leggen ten einde de gemeenschap tusschen de stad en de gronden gelegen tusschen de vlotkom en de afleidingsvaart te verzekeren (deze laatste vaart te graven voor het aflossen der binnenwaters).

**ART. 2.** — Al de werken in voorgaand artikel vermeld zullen door de zorgen van den Staat en op kosten der Schatkist uitgevoerd worden. Van zoodra de hierboven beschreven nieuwe inrichtingen voltooid zullen zijn zal de Staat de vlotkom en hare afhankelijkheden uitbaten en ten voordeele der Schatkist de rechten en taksen heffen waarvan de grondslagen door Koninklijk besluit zullen vastgesteld worden na goedkeuring door de wetgeving der tegenwoordige overeenkomst en dit tot op het oogenblik dat de jaarlijksche beweging der haven van Nieuwpoort (in en uitvoer) eene totale tonnenmaat van 600,000 ton (zes honderd duizend) Moorsom zal bereiken. Van dit oogenblik af zullen de vlotkom met hare afhankelijkheden, de zeesluis, hare toegangseul alsook de sluis voor binnenschepen eigendom der stad Nieuwpoort worden die zich met

het onderhoud en de uitbating ervan zal gelasten en de rechten en taksen wegens het gebruik van voornoemde kom en afhankelijkheden ten haren uitsluitelijken voordeele zal heffen.

Deze taksen zullen door de Regeering moeten goedgekeurd worden. Het proces-verbaal der overname zal opgemaakt worden door de tusschenkomst van eenen ambtenaar van het Bestuur van Bruggen en Wegen en van eenen afgevaardigde van den Gemeenteraad van Nieuwpoort, daartoe gemachtigd. Het zal zijne uitwerking verkrijgen binnen de drie eerste maanden van het jaar volgende op dit gedurende hetwelk voornoemde tonnenmaat van 600,000 ton zal bereikt zijn.

ART. 3. — De stad Nieuwpoort zal het bedrag van al de uitgaven voor het maken der vlotkom en hare afhankelijkheden, in dertig gelijke jaardoodingen aan den Staat terug betalen. Dit bedrag bij benadering geschat op 3,500,000 frank erin begrepen de som van 1,705,000 frank vastgesteld in artikel 3 der bovengemelde overeenkomst van 21/31 Mei 1895, zal bepaald vastgesteld worden na volledige voltooiing der werken; het zal intrest winnen aan 3 t. h. ten voordeele van den Staat van af den dag dat de gezegde stad de rechten en taksen voor hare rekening zal heffen.

De eerste jaardooding zal door de stad gestort worden op het einde van het jaar van den datum der onderteekening van het proces-verbaal van overname in artikel 3 hierboven aangeduid.

ART. 4. — De tegenwoordige overeenkomst volledigt en wijzigt deze van 21/31 Mei 1895, goedgekeurd door de wet van 11 September 1895.

ART. 5. — De kosten der tegenwoordige stukken zullen ten laste van den Staat zijn; de inboeking zal kosteloos geschieden.

Gedaan in dubbel te Brussel den 30 Juni 1913, en te Nieuwpoort den 30 Mei 1913.

*De Minister van Financiën,*

M. LEVIE.

*De Minister van Landbouw en Openbare Werken,*

HELLEPUTTE.

In naam van het College :

*De Burgemeester,*

J. SNAUWAERT.

*De Secretaris,*

TH. DOBBELAERE.

*Deze Conventie werd goedgekeurd door het eerste artikel 8<sup>o</sup> van de wet van 25 Mei 1914. (Staatsblad van 30 Mei, n<sup>o</sup> 150).*

\* .

Merkwaardig is het na te gaan dat een deel der uit te voeren werken, name-  
lijk de aflossingsvaart, op grond gebied dat tot nu toe niet aan de stad Nieuwpoort  
behoort, zou moeten getrokken worden.

. .

Het gedeelte grondgebied door de verschillende gemeenten af te staan bevat  
ongeveer 100 hectaren en rond de 600 inwoners.

Oostduinkerke telde vóór den oorlog 2,400 inwoners, met eene oppervlakte van 2,224 hectaren.

« In het af te staan gedeelte is nog een uitgestrektheid grond gelegen over de vaart Nieuwpoort-Veurne, en waarvan de inwoners, alhoewel weinig talrijk, door de stad Nieuwpoort of de gemeente Wulpen moeten trekken om Oostduinkerke te bereiken, dat op vijf of zes kilometers afstand vandaar gelegen is. De voorspoed en de bloei van Oostduinkerke hangen geenszins af van het bezit van Nieuwpoort-Baden. Al wie niet persoonlijk in deze zaak is aanbelangd, dezelfde zonder vooringenomenheid wel onderzocht en er een onpartijdig oordeel over velt, aldus enkel het algemeen belang inziende, zal moeten bekennen dat het voorgestelde plan zooals het thans opgemaakt is, billijk en gegrond is en de verwezenlijking ervan hoogst wenschelijk is, » leest men in het verslag door den provincieraad van West-Vlaanderen ongeveer met de algemeenheid van stemmen goedgekeurd in zitting van 22 Juli 1924.

Deze kwestie die zoo lang hangende bleef dient ten slotte een oplossing te verkrijgen.

De welvaart van eene belangrijke stad, gelegen aan de zeekust in het door den oorlog verwoeste land zal er door verbeteren.

Vele krachtinspanningen werden gedaan om Nieuwpoort herop te bouwen en te doen leven.

Het voorstel van wijlen senator Coppieters, Koninklijke Hoogkommissaris der streek, bestond hierin de gemeenten Nieuwpoort, Oostduinkerke, Ramscapelle, Wulpen, Sint-Joris, Westende, Mannekensvere en Lombartzijde in een enkele groote stad te verbinden.

Het was een grootsch plan, dat — tijdelijk hopen wij — moeilijk te verwezenlijken blijkt.

Het Regeeringsontwerp is meer beperkt, doch het heeft dit voordeel nog van de stad Nieuwpoort een leefbare gemeente te willen maken.

Uwe Commissie heeft zich dan ook, na de vertegenwoordigers der gemeenten Nieuwpoort en Oostduinkerke aanhoord te hebben, uitgesproken met vijf stemmen tegen één, tot goedkeuring van het huidige wetsontwerp, en drukt den wensch uit dat de Kamer onverwijld hare bekrachtiging zou schenken.

*De Verslaggever,*

D. BOENS.

*De Voorzitter,*

AD. BUYL.

---